L' E Q U I P E D' O C T O B R E 1 9 6 8

S o m m a i r e

	Pages
Lettre d'information	1
Constitution du nouveau Comité d'Entreprise	5
Programme des festivités	8
Nouvelles du personnel	8 bis
A propos de la participation	9
Groupe de productivité	
- Compte rendu de la réunion du 25 juin	12
- Compte rendu de la réunion du 3 juillet	17
Petites annonces	26

LETTRE D'INFORMATION

En guise d'introduction, nous présentons aux lecteurs nos excuses pour le retard pris par ce numéro de l'Equipe. Sans pour autant chercher à nous disculper mais plutôt pour vous rassurer sur les prochains numéros, nous invoquerons deux causes : d'abord il y a eu les vacances, ensuite et surtout il y a eu le changement du Comité d'Entreprise, les deux mois et demi qui ont séparé élections et prise de fonction ayant quelque peu ralenti les activités. Nous espérons maintenant, dans toute la mesure du possible, ne plus vous laisser sans nouvelles aussi longtemps et en écrivant ceci nous pensons particulièrement à ceux d'entre vous qui séjournent outre-mer et ne peuvent profiter du "téléphone arabe" du siège.

*
* *

Vous trouverez dans les pages suivantes des renseignements sur le nouveau Comité d'Entreprise qui a pris ses fonctions le 20 septembre dernier.

Nous pensons être ici l'écho de tout le personnel du BCEOM en adressant aux membres de l'ancien Comité tous nos remerciements pour le travail et le dévouement dont il n'ont cessé de faire preuve depuis deux ans. L'esprit d'équipe qui les a animés et les résultats auxquels ils sont parvenus sont pour nous un exemple et représentent un très brillant héritage que nous nous efforcerons de conserver avec l'aide qu'ils nous ont promise.

*
* *

../..

La situation financière du BCEOM a été évoquée à plusieurs reprises par M. BOURRIERES, notamment au cours des réunions du Comité d'Entreprise, le 20 septembre, et du Conseil d'Administration le 27 septembre.

Les comptes provisoires du 1er septembre 1968 font apparaître un redressement de la situation par rapport à l'année dernière. Le léger bénéfice qui en résulte, de l'ordre de 1 % ne comble pas, bien sûr, le déficit de 1967, mais il est cependant un signe encourageant.

Cet optimisme est confirmé par les perspectives futures : en effet, bien que l'effectif en personnel ait légèrement diminué par rapport à l'année dernière, le chiffre d'affaires est en forte augmentation (20 % environ) et de nombreuses commandes sont en vue.

La situation paraît donc en bonne voie, mais il reste encore beaucoup à faire pour la redresser tout à fait, et le moment n'est pas encore venu de relâcher notre vigilance.

*
* *

Le Conseil d'Administration du BCEOM s'est réuni le 27 septembre.

Vous vous souvenez que lors de la réunion du 21 juin et à la demande des représentants du Comité d'Entreprise, le Conseil avait décidé de faire entreprendre les démarches nécessaires pour une modification des statuts de la Société de telle sorte que le nombre des Administrateurs passe de 12 à 14, incluant ainsi deux représentants permanents du personnel ayant voix délibératrice.

Une telle modification des statuts peut demander de longs mois mais le Conseil a admis dès alors la présence de ces représentants ayant jusqu'à nouvel ordre voix consultative seulement. Ces représentants ont été désignés par le Comité d'Entreprise, ce sont Mme DAGOIS et M. MAISTRE.

../..

M. BONNAL, Président du Conseil d'Administration, a prononcé en début de séance des paroles de bienvenue aux représentants du personnel. Ensuite les sujets traités et à l'ordre du jour ont été les suivants :

- approbation du procès-verbal de la réunion du 21 juin 1968
- exposé de M. LEROUGE sur les problèmes d'eau au Cameroun (Douala-Yaoundé)
- rapport d'activité du 2ème trimestre
- opération Libye
- approbation de conventions
- engagement de fonctionnaires pour une mission d'étude autoroutière à Barcelone

Une intéressante discussion a évoqué la délicate prise de position d'un bureau d'études devant effectuer un choix économique entre plusieurs solutions : doit-il par la suite défendre sa position première qu'il estime économiquement la meilleure ou se rallier à une autre solution souhaitée par le client? La tendance générale serait que le bureau d'études défende sa position, et ne l'abandonne qu'avec d'expresses réserves pour ne pas se faire reprocher par la suite d'avoir manqué d'objectivité ou d'honnêteté intellectuelle.

La prochaine réunion du Conseil d'Administration aura lieu le 13 décembre.

*
* *
*

L'Association Maine-Montparnasse s'est réunie le 11 septembre pour traiter des problèmes financiers de la cantine. Les prix des tickets de repas seront maintenus jusqu'à la fin de l'année, bien que les frais de la cantine afférents tant au personnel qu'aux denrées aient augmenté de 10 % environ en cours d'année. Mais l'on ignore encore quelles seront les décisions prises pour l'année prochaine.

*
* *
*

../..

Vous trouverez dans les pages qui suivent des détails sur la constitution du Comité d'Entreprise, une rubrique concernant les festivités (arbre de Noël, cocktail, réservation de places, bibliothèque) les nouvelles du personnel, un article concernant la participation dans quelques pays étrangers, les comptes rendus des deux dernières réunions du groupe de productivité, enfin les petites annonces.

CONSTITUTION DU NOUVEAU COMITE D'ENTREPRISE

Les élections

Rappelons que les élections se sont déroulées le 5 juillet.
Les candidats suivants ont été élus :

- Collège des cadres

Titulaires Madeleine DAGOIS
 Blaise FOLTZ
 Georges MAROKHOVSKY

Suppléants Philippe OBLIN
 Alexandre VAN NHI
 Paul MAISTRE

- Collège des employés

Titulaires Monique LONGERINAS
 Guylaine DEMEULES
 Claudie RENARD CARTIER

Il n'y a pas de membres suppléants, le nombre de suffrages exprimés pour la liste présentée n'ayant pas atteint le quorum, et aucune candidature n'ayant été déposée pour le second tour de scrutin.

La répartition des fonctions

Au cours de la réunion du Comité d'Entreprise du 20 septembre les tâches ont été ainsi réparties en fonction des membres présents (Mmes DAGOIS, LONGERINAS, Melles DEMEULES, RENARD CARTIER, Mrs FOLTZ, MAISTRE) :

- Président

Paul BOURRIERES, Directeur Général du BCEOM

- Représentants au conseil d'Administration

 Madeleine DAGOIS
 Paul MAISTRE

../..

- Représentants au Comité Conseil
Deux membres du personnel, choisis suivant le sujet
à l'ordre du jour.

- Journal l'Equipe
Paul MAISTRE

- Trésorier
Madeleine DAGOIS

- Promotion du travail
Blaise FOLTZ

- Secrétariat
Monique LONGERINAS

- Logement
Blaise FOLTZ

- Festivités
Claudie RENARD CARTIER

- Bibliothèque
Guylaine DEMEULES

- Restaurant
Paul MAISTRE

Bien entendu, cette attribution des fonctions n'a pour but que de désigner momentanément un responsable, auprès de qui l'on pourra s'adresser pour demander un renseignement, et qui sera chargé d'étudier les affaires et de les présenter au Comité. Mais les tâches seront le plus souvent menées en commun, et les décisions prises par toute l'équipe.

En ce qui concerne le Comité Conseil, toutes les personnes désireuses d'y assister sont priées de le faire savoir à Mme DAGOIS, en indiquant éventuellement le sujet qu'elles aimeraient voir traiter. Mme DAGOIS est en effet chargée de présenter deux membres du personnel, un cadre et un employé, à chaque Comité Conseil qui siège, rappelons-le, le jeudi matin.

../..

Un rappel des différentes activités du Comité d'Entreprise sera fait dans un prochain numéro de l'Equipe, pour permettre à chacun de connaître l'éventail des possibilités qui lui sont offertes.

LE PROGRAMME DES FESTIVITES

ARBRE DE NOEL

La fête rituelle de l'Arbre de Noël, distribution de jouets aux enfants, attractions et goûter, aura lieu le samedi 14 décembre au Foyer International d'accueil de Paris, 30 rue Cabanis PARIS 14ème.

COCKTAIL

Là aussi le BCEOM, fidèle à ses vieilles traditions, et pour la joie de tous fêtera la fin de l'année et honorera les 10 ans d'ancienneté de ses "vieux".

Le Comité d'Entreprise est en train de chercher un nouveau cadre pour nous accueillir, la date de la réception n'est pas encore fixée, on peut cependant avancer que ce sera un vendredi soir, le 15 ou le 22 novembre. Affaire à suivre bien entendu.

BIBLIOTHEQUE, LOISIRS & SPECTACLES

La bibliothèque (Melle DEMEULES) ouvre maintenant le mardi, de 13h30 à 14 h30, salle 1414, au 14ème étage.

Au même moment, Melle RENARD CARTIER s'occupera de la section Loisirs et spectacles et répondra à toutes vos questions. Vous trouverez les programmes à chaque étage, sur le panneau d'affichage. Il paraîtra également dans l'Equipe un résumé des principaux spectacles du mois.

NOUVELLES DU PERSONNEL

CARNET BLANC

Nous apprenons avec joie le mariage de :

Melle BACHELLIER devenue Mme JACQUEMOT le 22.6.68

Melle POITOU devenue Mme BINQUET le 29.7.68

M. DARENE Michel (actuellement au Mali) marié le 5.10.68

Aux jeunes époux nous adressons nos meilleurs
voeux de bonheur.

CARNET ROSE

Nous avons le plaisir d'apprendre la venue au monde de :

CANDICE le 20.5.68 au foyer de M. FANUEL Jacques, Ingénieur au Sce AR

HERVE le 7.6.68 au foyer de M. et Mme DESLANDES Jacques, respectivement
dessinateur au bureau de dessin et secrétaire au Sce POA.

YVES le 8.7.68 au foyer de M. HUDINA Bernard, Ingénieur en séjour au Togo

CHRYSTELE le 8.7.68 au foyer de M. PIERRON Paul, Ingénieur au Sce TE

NATHALIE le 13.7.68 au foyer de Mme MOREL Micheline, dessinatrice au
bureau de dessin

THIERRY le 29.7.68 au foyer de M. GUEMAS Joël, employé au Sce de la reliure

EMMANUELLE le 17.9.68 au foyer de M. CAMBON Jacques Ingénieur au Sce POA

JENNIFER-SOPHIE le 24.9.68 au foyer de M. GARCIA René, Projeteur en
séjour en Libye

VALERIE le 27.9.68 au foyer de M. BRASSE Pierre, dessinateur au
bureau de dessin.

Toutes nos félicitations aux heureux parents.

*

* *

A PROPOS DE LA " PARTICIPATION "

"Extraits de la Revue "Réalités"

Après la vague de grèves des mois de mai et juin derniers, une mutation sociale attend notre pays - le 6ème pays industriel du monde -. René CAPITANT, actuel Garde des Sceaux, et non Ministre des Affaires Sociales, avait condensé un des arguments de sa position sur ce qu'on appelle "La Participation", ainsi :

" Pour moi l'entreprise doit être composée de trois éléments : une coopérative des travailleurs, une société de capitaux et la direction". On y voit la Direction-Gouvernement de l'entreprise rendant compte au Conseil de surveillance -ancien Conseil d'Administration-, Organe représentatif du Capital, et au Comité d'Entreprise, Organe représentatif des salariés. Comment ces éléments vont-ils jouer le "nouveau" jeu ?... Des textes légaux en la matière, qui devront par ailleurs tenir compte de la position des autres pays du Marché Commun, sont en préparation : il a semblé utile de donner en exemple des solutions adoptées à l'étranger pour la Participation. Trois solutions méritent une mention particulière : la Yougoslavie, l'Allemagne et les Etats-Unis.

La Yougoslavie a résolu le problème de la façon la plus radicale en introduisant l'autogestion : toutes les entreprises sont gérées par des conseils ouvriers, élus par l'ensemble du personnel et qui nomment le Directeur. Comme dans les autres pays socialistes l'entreprise appartient à la Collectivité, à l'Etat, ou à la Commune qui participe à la nomination du Directeur et récupère 35% des bénéfices. Le conseil ouvrier fixe les objectifs de production, les salaires, les investissements dans le cadre des orientations du plan. De nombreux conflits surgissent entre les entreprises et les pouvoirs publics et à l'intérieur des entreprises entre le Conseil ouvrier plus préoccupé des questions de salaires et le Directeur qui a la responsabilité de la gestion au jour le jour.

../..

L'expérience yougoslave s'est heurtée à des difficultés supplémentaires du fait qu'elle a été introduite dans un pays pratiquement sous-développé, en majeure partie agricole et dont le niveau d'éducation général était très faible.

L'Allemagne de son côté, a introduit en 1951 un système de cogestion dans les grandes entreprises charbonnières et sidérurgiques de la Ruhr. Les salariés sont représentés dans le Conseil de Surveillance et dans le Comité de Direction de ces firmes. Le Conseil de Surveillance (11 membres) comporte 5 représentants des actionnaires, 5 représentants du personnel et 1 membre choisi par les 10 autres. Le Comité de Direction, responsable de la gestion effective de l'entreprise, est élu et contrôlé par le Conseil de Surveillance : il comprend un Directeur technique, un Directeur commercial et un Directeur de travail. Cette forme de cogestion n'a pas accru chez le travailleur de base le sentiment de participation à la gestion de son entreprise, d'autant plus que les représentants du personnel, dans les hautes sphères de la direction, apparaissaient au travailleur comme des personnages aussi lointains que les directeurs eux-mêmes. D'ailleurs, l'accord général qui règne en Allemagne vis-à-vis des formes existantes de l'organisation sociale et économique du pays atténue considérablement la portée et le contenu des revendications des salariés. Il faut signaler que les syndicats allemands engagent actuellement une action à long terme qui vise à imposer au patronat l'extension du système de cogestion à toutes les grandes firmes du pays.

Dans le système capitaliste américain, la participation est appliquée de trois manières : la propriété d'actions, l'intéressement des travailleurs et la bonne gestion : la plus importante est la prise de participation directe, financière au citoyen dans les entreprises : 25 millions d'Américains détiennent actuellement des actions et le plus grand propriétaire d'actions de la General Motors est le Syndicat de l'Automobile. Cette répartition de la propriété est d'autant plus significative qu'aux Etats-Unis les actionnaires jouent véritablement leur rôle : dans les entreprises le pouvoir est mis en place par les actionnaires et remis en cause par eux.

../..

D'autre part, l'intéressement des travailleurs aux résultats des entreprises n'a cessé de s'étendre depuis 1950. Actuellement 7 millions de salariés sont intéressés aux résultats de leur société par les procédés les plus variés, et les syndicats longtemps réticents ont maintenant intégré l'intéressement dans leurs revendications de base.

Enfin, le besoin de participation est, dans une certaine mesure, satisfait aux Etats-Unis surtout en ce qui concerne les Cadres par les Méthodes de la bonne gestion. Celle-ci comporte d'abord le perfectionnement des méthodes de communication au sein de l'entreprise par les relations humaines, le dialogue, l'information. Elle se traduit ensuite par une large délégation de pouvoirs de haut en bas de la hiérarchie et dans les grandes entreprises à établissements multiples, par la décentralisation. Dans l'entreprise américaine, la participation est avant tout un état d'esprit entretenu par l'accès permanent à l'information." //

En France, il existe plusieurs ébauches de participation : une loi de 1946 a créé les délégués du personnel et les lois de 1945 et 1946 ont organisé les Comités d'Entreprise. Ces derniers se sont cantonnés dans les problèmes d'oeuvres sociales pour plusieurs raisons : désir des salariés de ne pas se laisser distraire des revendications immédiates concernant les salaires en entrant dans le jeu de la participation, ou incompétence pour les problèmes de gestion financière, enfin aussi méfiance et raidissement des dirigeants d'entreprise qui n'acceptent pas cet empiètement sur leurs prérogatives.

Il importe que nous nous préparions à cette mutation des structures de l'entreprise.

J.P.

COMPTÉ RENDU DE LA REUNION

TENUE AU B.C.E.O.M. LE MARDI 25 JUIN 1968

Assistaient à cette réunion

MM.	GARDELLINI	Président de l'Association Française pour l'Accroissement de la Productivité
	BONNAL	Président
	BOURRIERES	Directeur Général
	BEE	Secrétaire Général
Mme	RENDU	Chef du Service Juridique et Cabinet (Personnel)
M.	NOGUIER	Chef du Service de la Division des Relations Extérieures
Mme	ORMIERES	Chef du Service de la Documentation

Le Groupe de Productivité

MM.	de BUFFEVENT	Ingénieur
	SAUTERON	Internal auditor
Mlle	MARTINIERE	Secrétaire
M.	MANFREDI	Projeteur
Absents excusés :	MM. BICHELER	
	DIEHL	
	PALLEZ	

Le Comité d'Entreprise

M.	BLANC	Chef du Service HAU
Mme	DAGOIS	Service Comptabilité
MM.	LOUSSOUARN	Ingénieur HAU
	CARPENTIER	Service Comptabilité
Mlle	DEMEULE	Dessinatrice
Mlle	BINAND	Secrétaire SG

...

Les Délégués Syndicaux

MM. CHALOT	Syndicat Indépendant
BAILLON	Syndicat CFTD
PAILLIE	Syndicat CGC-ODERTES
Ml ^e GACHARD	Syndicat FO

x

x x

L'objet de la réunion était de poursuivre la présentation, par le Groupe de Productivité, de la synthèse de son étude.

Après les questions du Personnel présentées au cours de la précédente réunion, le Groupe abordait le chapitre des problèmes commerciaux au BCEOM.

Quatre volets composent ce chapitre :

- 1 - l'évolution des activités du BCEOM
- 2 - la vocation actuelle du BCEOM
- 3 - les structures commerciales actuelles
- 4 - Conclusions.

1 - L'EVOLUTION des ACTIVITES du BCEOM

Il s'agit là d'un constat de l'attitude du BCEOM à l'égard des problèmes commerciaux depuis son origine jusqu'à ce jour. On peut la scinder en deux étapes :

- avant 1956, le BCEOM agissait alors dans une zone géographique privilégiée (Afrique francophone, DOM TOM), sur financements français excluant pratiquement toute concurrence. La conséquence en était une action commerciale très légère, tant auprès des services français chargés de financer les études que des Administrations locales ; de plus, la rédaction des contrats était relativement simple ; schématiquement, l'établissement des devis était basé sur le calcul des prix de revient majorés d'un coefficient de frais généraux destiné à assurer la survie de l'ensemble du Personnel et l'autonomie de la Société.

./..

- A partir de 1957, le BCEOM a progressivement étendu ses activités dans des domaines techniques et géographiques nouveaux, faisant appel à des sources de financement variées : financements internationaux, budgets locaux, pré-financement français. Au cours de ces onze années qui nous conduisent jusqu'en 1968, les obstacles ont été nouveaux et nombreux : prospection difficile dans les pays étrangers, concurrence vive des Sociétés françaises et étrangères, aussi bien sur le terrain étranger que dans les zones d'Afrique francophone, adaptation au langage et à la psychologie des interlocuteurs, évolution des techniques.

Ce sous-chapitre étant un rappel historique n'a pas donné matière à discussion.

2 - LA VOCATION ACTUELLE DU BCEOM

La vocation du BCEOM est-elle, en 1968, la même qu'il y a 10 ou 15 ans et quelle est-elle ?

Pour certains contrats, par exemple financés par le Fonds d'Aide et de Coopération français (FAC), il semble que le BCEOM soit :

- un outil de l'aide française aux pays en voie de développement.

Pour d'autres contrats, par exemple la vente de programmes autoroutiers aux USA, le BCEOM paraît avoir les mêmes motivations que ceux de n'importe quel bureau d'études privé :

- développement du chiffre d'affaires, recherche du profit.

Entre ces deux extrêmes, d'autres contrats semblent avoir pour objectif :

- le développement de la technique française à l'étranger, développement des exportations françaises.

De la discussion qui s'ensuit, on peut ainsi résumer les principales idées émises par M. BOURRIERES :

- une vocation parfaitement définie reste sur un plan théorique et sans âme,

./..

- l'objectif premier du BCEOM, qui était le développement de ce que l'on appelle actuellement le Tiers Monde, n'est pas incompatible avec d'autres objectifs,
- le BCEOM doit avoir les yeux ouverts sur toutes les techniques nouvelles et les territoires nouveaux pour lui,
- le BCEOM se doit d'assurer la sécurité de la Société, et donc celle de l'emploi de son personnel :
 - . en recherchant des contrats dans des zones géographiques connues, d'accès relativement facile (Afrique). Après un temps mort, entre 1955 et 1960, il a été souvent rappelé par des responsables africains qui ont succédé aux partenaires français.
 - . en recherchant un certain profit.

Le BCEOM doit, pour son personnel, s'appliquer à satisfaire le désir des hommes de se réaliser et de se développer en s'écartant des sentiers trop connus d'Afrique et en traitant des disciplines plus modernes.

Le BCEOM doit s'efforcer de diversifier les sources de crédits finançant les contrats qu'il signe (FAC, FED, BIRD, UNDP, crédits locaux), comme il doit diversifier ses références techniquement et géographiquement. Sa stabilité dépend de cette variété.

Le profit est nécessaire pour assurer la croissance ; il est plus facile de le souhaiter plus élevé pour des activités qui ne sont pas directement relatives à l'aide au Tiers Monde.

M. BONNAL estime que si le BCEOM doit vivre par ses propres moyens, et c'est là un impératif, cet objectif écarte de son champ d'action le domaine propre aux affairistes, traitant des affaires douteuses aux profits scandaleux.

M. GARDELLINI remarque que ce souci d'équilibre technique et financier est celui de tous les organismes tels que le nôtre, en lutte avec la croissance, ainsi qu'avec l'abaissement des prix de revient et des prix de vente pour affronter la concurrence.

M. SAUTERON estime que si l'on parle d'intéressement du personnel, c'est qu'il devrait y avoir profit, et un profit substantiel.

M. BOURRIERES pense qu'accroître la participation du Personnel aux résultats financiers est un objectif profond. Donc, il faut nécessairement rechercher le profit bien que, par essence, nous n'ayons pas été créés pour en faire.

3.- LES STRUCTURES COMMERCIALES ACTUELLES.

Actuellement, on constate la figure de parents pauvres que représente la fonction commerciale à l'intérieur de la Société. Elle est morcelée entre la DRE, le Service des Marchés et les Services techniques. Il y a là une dispersion qui donne naissance à des pertes de productivité par des actions parallèles menées par la DRE et les Services techniques.

Il y aurait donc lieu de regrouper cette fonction commerciale et de définir qui a la primauté :

- le technique
- ou
- le commercial.

M. GARDELLINI estime que le Commercial doit, en 1968, avoir la primauté sur le Technique.

M. BOURRIERES observe que stimuler, susciter sont possibles ; coordonner est une affaire plus délicate qui ne doit pas revêtir un caractère de rigidité.

Les offres qui ne doivent pas être intégralement rédigées par les Services Techniques doivent toutes être soumises au service MA.

Toutefois, MA ne recherche pas l'aspect psychologique et commercial de l'affaire.

Il faut obtenir des Services techniques que la définition de nos charges dans les contrats soit plus restrictive et permette une réévaluation de l'étude à entreprendre.

4 - CONCLUSIONS.-

Les conclusions de ce chapitre, qui doivent donner lieu à une discussion paragraphe par paragraphe, seront examinées au cours de la réunion prévue pour le Mercredi 3 Juillet à 10 Heures.

COMPTE RENDU DE LA REUNION

TENUE AU B.C.E.O.M. LE MERCREDI 3 JUILLET 1968

Assistaient à cette réunion :

MM.	BONNAL	Président
	BOURRIERES	Directeur Général
	ODIER	Directeur Général Adjoint
	BEE	Secrétaire Général
Mme	RENDU	Chef du Service Juridique et Cabinet (Personnel)
M.	NOGUIER	Chef du Service de la Division des Relations Extérieures
Mme	ORMIERES	Chef du Service de la Documentation

Le Groupe de Productivité :

MM.	de BUFFEVENT	Ingénieur
	SAUTERON	Internal Auditor
Mlle	MARTINIERE	Secrétaire
M.	MANFREDI	Projeteur

Absents excusés : MM. BICHELER
DIEHL
PALLEZ

Le Comité d'Entreprise :

M.	BLANC	Chef du Service HAU
Mme	DAGOIS	Service Comptabilité
MM.	LOUSSOUARN	Ingénieur HAU
	CARPENTIER	Service Comptabilité
Mlle	DEMEULE	Dessinatrice
Mlle	BINAND	Secrétaire SG

Les Délégués Syndicaux :

MM.	CARPENTIER	Syndicat Indépendant
	BAILLON	" CFDT
	PAILLIE	" CGC-ODERTES
Mlle	GACHARD	" FO

x x
x x

En préambule à cette réunion, M. BAILLON demande la parole au nom du Comité d'Entente des Syndicats. Les représentants de ces derniers ne sont pas sans se soucier de l'importante dépense de frais généraux entraînée par la présence d'une vingtaine de personnes de la Société à chacune des réunions provoquées par leur initiative du 22 Mai dernier à ce jour, et à celles à venir. Ils suggèrent donc de tenir les prochaines séances en dehors des heures de travail, soit après 17 H.30, soit le samedi matin.

M. BOURRIERES exprime son approbation (à sa demande, le coût de la dernière réunion a été chiffré : estimation 2.000 F) et remercie les Syndicats d'avoir pesé l'effort financier consenti par la Direction à cette occasion. Cette disposition est immédiatement retenue et la prochaine réunion est d'ores et déjà fixée au lundi 8 Juillet à 17 H.30. Elle se proposera de clore la présentation de la synthèse du travail du groupe de productivité.

x
x x

La séance s'ouvre ensuite sur les conclusions du chapitre relatif aux problèmes commerciaux du BCEOM :

M. BAILLON, manifeste le souhait des syndicats de bouleverser quelque peu l'ordre des sous-chapitres présentés ; il pourrait ainsi être retenu :

- 1) Regroupement ou plutôt réaménagement des diverses fonctions commerciales
et, en fonction de ce que l'on discuterait sous ce titre, découleraient logiquement les autres paragraphes.
- 2) Extension du domaine géographique d'intervention de la DRE.
- 3) Coordination et stimulation des actions de prospection.
- 4) Permanence à PARIS d'un responsable commercial.

./..

Cette proposition est admise par chacun.
M. PAILLIE énonce les principales idées retenues par la CGC.

La Société devrait confier à une véritable division commerciale le soin :

- d'assurer aux différents services une information permanente des activités engagées ;

- de définir les efforts commerciaux à entreprendre sans exclusive géographique ;

- de participer à la détermination de prix de vente concurrentiels de nos prestations en introduisant des coefficients variables suivant les circonstances ;

- d'apporter une assistance aux négociateurs de contrats (Chefs de divisions ou chefs d'opérations) ;

- de donner un avis lors du recrutement ou de la désignation d'un délégué permanent outre-mer ;

- de mettre en condition les ingénieurs partant en mission ;

- de rechercher les liaisons indispensables avec des Organismes bancaires ;

- de contrôler les résultats de la politique commerciale auprès des divisions ;

- enfin, d'avoir un rôle de coordinateur et stimulateur de l'activité des ingénieurs.

Les services techniques, de leur côté, pourraient se voir attribuer une autonomie financière. Pour M. BAILLON, la DRE devrait voir passer, à leur origine, toutes les affaires éventuelles à traiter par le BCEOM et, afin d'être un coordinateur efficace :

- assurer une liaison
 - . avec le service des marchés pour les prix,
 - . avec les services techniques pour les problèmes techniques.

./..

Pour échapper à la dispersion, il y a, pense-t-il, à faire un choix préalable entre l'acte commercial et l'acte technique. La Direction Commerciale effectuerait un tri entre toutes les affaires possibles et proposerait ensuite celles qui lui sembleraient à retenir.

M. BEE expose sa conception du rôle qui pourrait être dévolu à une Direction Commerciale. Elle aurait :

- à apporter l'information générale, le renseignement politique, économique et financier sur l'ensemble des pays auxquels nous nous intéressons - la connaissance des programmes :

- . la recherche s'opèrerait par toutes sources d'informations (revues, publications, missions de prospection, etc...)
- . le renseignement serait fiché et mis à la disposition de tous les intéressés.

- à prospector les affaires et rechercher leurs sources de financement.

Certains agents seraient responsables de la collecte des renseignements ; ainsi, pour les organismes tels que :

- . FAC, FED, FIDOM, FIDES : M. HORNAC au Service des Marchés ;
 - . organismes internationaux : DRE ;
 - . financements locaux - toutes missions sur place : toute la documentation se retrouverait fichée à la DRE.
- à opérer un choix entre les projets nouveaux :
- . pré-sélection (soumise par exemple au Comité de Lecture) tenant compte des connaissances politiques, économiques et financières ;
 - . la sélection définitive en présence de DGA, Comité Conseil, DRE, Chefs de Divisions, etc...

./..

- à participer à une pré-négociation
Sur son initiative, elle provoquerait :
 - . correspondances particulières
 - . missions sur place.
- à apporter son assistance pour la préparation de l'offre
et, quel que soit le responsable de l'offre,
 - . à coordonner la préparation et apporter sa collaboration aux services techniques, MA, Juridique et Edition ;
 - . à participer à l'élaboration des devis et à la rédaction des propositions.
- à suivre cette offre et relancer le client ;
- à collaborer à la rédaction du marché
en travaillant coup par coup avec un ingénieur spécialiste et avec le Chef d'Opération ;
- à suivre, dans l'espace, les affaires négociées par le canal du rapport trimestriel des MA.

Après le stade de la signature du contrat, son exécution serait totalement à la charge du service technique.

M. LOUSSOUARN ajoute que la Direction Commerciale devrait pouvoir contrôler s'il y a bénéfice ou perte pour chaque service afin de permettre à la Direction Générale de les réorganiser en conséquence.

M. BOURRIERES reprend l'énumération des propositions contenues dans l'approche du problème, faite par le groupe de productivité et la compare au plan de M. BEE. Il estime qu'il ne faut ni être lié par ce qui existe ni être tenté d'opérer table rase ainsi que le proposait le groupe de productivité ; le plan de M. BEE, qui tient compte des moyens existants, semble très séduisant.

M. BOURRIERES pense qu'au stade des décisions il faut être très prudent. Il s'agit aujourd'hui de travaux de réflexion. Les décisions viendront ensuite lorsque toutes les idées suggérées auront été décantées sans précipitation. Il est certain

./..

que l'information générale et la prospection doivent être menées et conduites par la Direction Commerciale. Toutefois, celle-ci ne peut pas être considérée comme chargée du choix des affaires, elle est responsable de l'orientation et de faire des suggestions à la Direction Générale.

M. ODIER ajoute qu'à ce stade, le responsable géographique peut être un moyen d'information et de liaison auprès de la Direction Commerciale.

M. BOURRIERES insiste sur le fait que le problème du prix de vente mérite, à l'heure actuelle, d'être reconsidéré. Dans certains cas, ce prix de vente pourrait même s'imposer aux Services techniques à qui il appartiendrait d'établir un programme de travail en conséquence. Ce prix de vente pourrait être défini en liaison avec la Direction Commerciale. Il y aurait concertation entre Services techniques, chefs d'opérations, MA et DRE.

Le rôle de la Direction Commerciale serait particulièrement axé sur les affaires internationales (sélection, choix, pré-négociations, mise en forme, etc...)

Dans ce cas, la Direction Commerciale :

- assisterait le Chef d'Opération ; coordonnerait la présentation de l'offre d'un point de vue commercial et financier ;
- le service technique se sentirait responsable de la contexture de l'offre.
- le service des marchés responsable du coût.

La discussion étant épuisée sur le paragraphe "Réaménagement des diverses fonctions commerciales", il apparaît que pour le paragraphe 2 "Extension du domaine géographique d'intervention de la DRE", l'élargissement des attributions à l'ensemble du monde va de soi après ce qui vient d'être dit plus haut. De même pour le paragraphe 3 "Coordination et stimulation des actions de prospection". En ce qui concerne le paragraphe 4 "Permanence à PARIS d'un responsable commercial", depuis longtemps déjà cette question a été soulevée et semble résolue avec le retour à PARIS de M. LAGARDE.

M. BOURRIERES demande que des renseignements soient rassemblés sur les formules d'action commerciale et de structures correspondantes existant dans d'autres Sociétés.

PROBLEMES DE L'INFORMATION

M. SAUTERON reprend et commente point par point la note que le GROUPE DE PRODUCTIVITE a élaborée à ce sujet.

M. BOURRIERES donne ensuite la parole à Mme ORMIERES, qui, très étonnée, par le rôle passif qu'on attribue à son service, estime qu'il joue au contraire un rôle actif et développe les différents aspects de ce rôle.

1°) Le service DOCUMENTATION ne se borne pas en effet à "classer et conserver" les documents, mais il diffuse toutes les informations qu'il sélectionne,

- d'une part, grâce à une diffusion rapide, suivant le "profil" des destinataires, de photocopies de brefs articles portant sur des informations dont l'intérêt se détériore rapidement ou qu'il faut très vite faire connaître à l'ingénieur ou au service concerné.

- d'autre part, par le jeu des BULLETINS DE DOCUMENTATION qui sont de trois sortes :

- . Série A (mensuel) - Informations, périodiques,
- . Série B (trimestriel) - Ouvrages extérieurs au B.C.E.O.M. entrés en bibliothèque,
- . Série C (trimestriel) - Documents B.C.E.O.M. (rapports d'étude, dossiers de proposition, comptes rendus de mission, notes diverses, etc.)

Ces bulletins reprennent périodiquement les références des documents "classés et conservés", et sont diffusés très largement dans les différentes Divisions et Services à Paris, ainsi que dans les Missions et Délégations.

Le Service DOCUMENTATION a ainsi "apporté l'information à domicile" aux intéressés, mais son rôle s'arrête là ; il est évident qu'il est impossible de lire à leur place.

../..

2^e) Le service DOCUMENTATION fait de la recherche documentaire, c'est-à-dire qu'il répond aux questions qui lui sont posées ; celles-ci sont de deux sortes :

- a) les questions simples, auxquelles on répond rapidement avec les moyens dont on dispose sur place ; il s'en présente environ 8 à 10 par jour.
- b) les recherches potentielles, c'est-à-dire portant sur des sujets plus complexes qui demandent plusieurs heures à plusieurs jours de travail de documentaliste, et nécessitent non seulement l'exploitation de notre fichier, mais aussi celle de fichier d'organismes extérieurs, choisis en fonction du sujet.

Les portes de la majeure partie des services de la Documentation technique parisiens nous sont largement ouvertes, et c'est très souvent que nous les mettons à contribution. En effet, jusqu'ici, la DOCUMENTATION a effectué en moyenne 3 à 4 recherches de ce type par mois.

Ces recherches donnent lieu, dans la plupart des cas, à la rédaction de bibliographies, qui sont communiquées aux demandeurs. Les documents eux-mêmes leur sont ensuite procurés. Ces bibliographies sont classées au Service DOCUMENTATION et peuvent éventuellement être réutilisées, voire mises à jour, ultérieurement.

Mme ORMIERES indique ensuite que la mise en mémoire des "rapports d'études" et des "dossiers de propositions" est en cours d'étude : une fiche analytique très complète sera établie pour chaque dossier, la mise en mémoire se fera au moyen d'un fichier-sélecto, par mots-clés. Le modèle de cette fiche, difficile à établir, est actuellement testé auprès des chefs de Service et de Division. Dans les meilleures conditions, ces fiches pourraient être mises en service en octobre 1968.

Mme ORMIERES signale enfin la parution prochaine du premier livre de la "Collection du B.C.E.O.M." éditée par la Société EYROLLES. Cette collection pourra constituer une tribune intéressante pour les Ingénieurs de la Société.

PETITES ANNONCES

VOITURE

A VENDRE :

2 CV 1962 70.000 Km - Embiellage à changer, coût environ 400 F.

Bon état général - Nombreuses pièces neuves

Prix : 800 Francs

S'adresser : GARIN - Bureau 404 (Poste 446) ou
à domicile tél : 272 02 26

APPARTEMENTS

Recherche à partir d'octobre :

en location appartement 3/4 pièces, de préférence région VERSAILLES
ou proximité immédiate.

Ecrire : AUFFRET chez M. PAGES - LE BOULLOUD -
38 SAINT MARTIN D'URIAGE

Agent du BCEOM, rentrant en France vers la fin d'octobre, recherche
un appartement meublé ou non minimum deux chambres, une salle de
séjour, cuisine, salle de bain, dans la mesure du possible avec
téléphone et sur la ligne de Versailles-Montparnasse.

Prière d'adresser les propositions à M. MAROKHOVSKY P.O.Box 56
DERNA LIBYA.

.. /..

APPARTEMENT disponible

En location, à CHARENTON le PONT, STUDIO (30 m2 environ) entièrement aménagé, plus cuisine (12 m2), salle de bain (10 m2) entièrement installée. Loyer mensuel = 275,00 Frs + charges (environ 30 Frs)

REPRISE : 13.500 Frs justifiée par :

moquette dans grande pièce et couloir, mobilier salle à manger en "macassar", canapé-lit 2 places en Skaï noir, armoire de rangement, deux radiateurs électriques. Equipement cuisine comprenant éléments muraux, table formica, frigidaire, machine à laver BENDIX, appareil à gaz butane 3 feux et four.

S'adresser à : M. GARCIA chez Monsieur HENRIOT
7, Bd Charles Péguy 77 MELUN

ECHANGE

VINCENNES 2 pièces salle d'eau - 4ème étage ensoleillé
90 Frs mensuel

contre : Proximité Montparnasse 4 ou 5 pièces - cuisine - salle de bains
loyer modéré - Téléphoner poste 411